

Les écologistes s'opposent à un financement public pour GNL Québec



Photo: Associated Press Au moins 160 méthaniers navigueraient chaque année sur le Saint-Laurent et le Saguenay pour exporter le gaz naturel liquéfié.

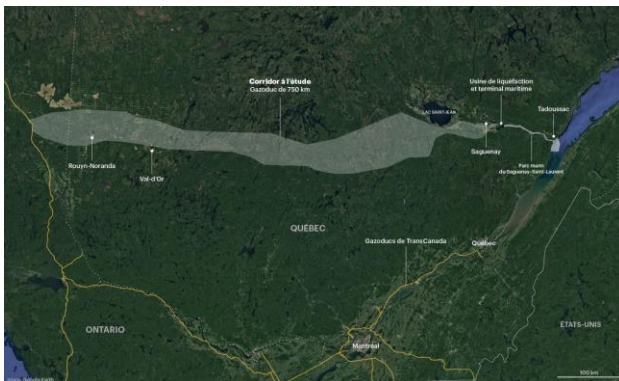
[Alexandre Shields](#)

19 mai 2020

Plusieurs groupes écologistes du Québec demandent au gouvernement Legault de fermer la porte à toute aide financière pour la construction du complexe de transport, de liquéfaction et d'exportation de gaz naturel GNL Québec. Ils estiment que ce projet industriel nuira à la lutte contre la crise climatique.

Selon les informations [publiées mardi](#) par Le Devoir, l'entreprise Gazoduc demande l'aide financière du gouvernement du Québec pour construire le gazoduc de 780 km qui alimentera l'usine de liquéfaction de GNL Québec.

Gazoduc compte ainsi 10 lobbyistes dont le mandat comprend désormais des démarches « afin d'obtenir le soutien financier du gouvernement en vue de la réalisation du projet ». GNL Québec a aussi huit lobbyistes inscrits dont le mandat comprend des démarches pour « l'obtention potentielle de soutien financier » et « l'obtention de puissance hydroélectrique » pour l'usine de liquéfaction et le [terminal maritime](#).



Après avoir plaidé [en faveur du projet](#) à plusieurs reprises au cours des derniers mois, le gouvernement Legault se montre d'ailleurs ouvert à un soutien pour Gazoduc et GNL

Québec, dans le contexte de la relance économique à venir. « Avec l'appui d'autres investisseurs, le gouvernement pourrait être ouvert à participer au financement d'études de faisabilité sur la base de l'impact économique très important du projet pour les communautés impliquées et pour l'ensemble du Québec », a indiqué au Devoir le cabinet du ministre de l'Économie et de l'Innovation, Pierre Fitzgibbon.

Un appel à dire « non »

Dans [une sortie publique commune](#), mardi, des groupes environnementaux ont toutefois pressé le gouvernement de fermer la porte à toute injection de fonds publics dans le projet d'exportation de gaz naturel albertain.

« Le projet GNL Québec n'a pas sa place dans un plan de relance économique qui agit avec sagesse, bienveillance, et qui tire les leçons de la crise actuelle. La science nous dit qu'il faut s'éloigner du gaz comme du pétrole, sous peine de conséquences désastreuses. Nous n'avons pas besoin de ce projet. Que nos gouvernements agissent en mettant la science au cœur de leurs décisions », a fait valoir mardi [Dominic Champagne](#), porte-parole du Pacte pour la transition.

« Le projet de Gazoduq et GNL Québec serait-il viable sans le support des gouvernements ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi les contribuables devraient-ils tenir à bout de bras un projet qui va seulement accentuer la crise climatique ? », a ajouté la porte-parole d'Équiterre, Caroline Brouillette.

À lui seul, [le projet de gazoduc de Gazoduq](#) pourrait coûter plus de 4,5 milliards de dollars. [L'usine de liquéfaction et le terminal maritime](#) de GNL Québec pourraient quant à eux coûter près de 10 milliards de dollars. Et même s'ils se présentent comme deux entités distinctes étudiées par deux évaluations environnementales distinctes, les deux projets sont contrôlés par le même actionnaire, soit la Société en commandite GNL Québec, elle-même contrôlée par des intérêts financiers américains.

Or, cet imposant projet industriel doit composer depuis quelques mois avec [le retrait d'un gros investisseur](#), le fonds Berkshire Hathaway, propriété du milliardaire américain Warren Buffett. Celui-ci devait investir pas moins de quatre milliards de dollars dans le projet.

Gaz contre climat ?

« Financer GNL irait à l'encontre des grands financiers qui sont de plus en plus nombreux à tourner le dos aux hydrocarbures et à demander que les plans de relance permettent de créer des emplois verts en luttant contre les changements climatiques », a souligné par ailleurs le porte-parole de Greenpeace, Patrick Bonin.

Même son de cloche du côté de la Fondation David Suzuki, qui estime qu'« investir des fonds publics dans GNL Québec, c'est risquer l'argent des Québécois pour effacer leurs efforts de lutte aux changements climatiques ».

GNL Québec et Gazoduc jugent au contraire que le projet devrait permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre ailleurs dans le monde, puisque le gaz naturel liquéfié exporté servirait à remplacer le charbon en Europe et en Asie. Pour le moment, [il n'est pas possible de vérifier cette affirmation](#), puisqu'aucun acheteur n'est actuellement connu.

On sait toutefois que le projet devrait générer 8,5 millions de tonnes de gaz à effet de serre au Canada, selon un avis produit par des experts du ministère de l'Environnement du Québec. Ces émissions seront produites lors de l'exploitation du gaz (principalement par fracturation), de son traitement et de son transport.

Enfin, les écologistes ont rappelé mardi que les intérêts financiers qui contrôlent le projet GNL Québec [sont installés dans des juridictions](#) considérées comme des paradis fiscaux ou des territoires qui permettent l'optimisation et l'« évasion fiscale » : l'État américain du Delaware, Hong Kong, les Bermudes, les Îles Vierges britanniques et les Îles Caïmans.

LES PRINCIPAUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DU PROJET GNL QUÉBEC

Émissions de gaz à effet de serre : les émissions liées au projet seront surtout produites en Alberta, mais aussi lors du transport du gaz naturel. Selon les évaluations des experts des gouvernements du Québec et du Canada, celles-ci devraient atteindre près de huit millions de tonnes par année. Les émissions produites par le projet en sol québécois devraient avoisiner les 500 000 tonnes chaque année. GNL Québec a toutefois pris l'engagement de compenser ces émissions.

Transport maritime : le gaz naturel liquéfié sera exporté à bord de navires méthaniers qui traverseront le seul parc marin du Québec, soit celui du Saguenay–Saint-Laurent. Selon les prévisions du promoteur, le projet impliquera au moins 320 passages chaque année pour des navires de 300 mètres de longueur et 50 mètres de largeur. Ce volet soulève des questions sur la protection de mammifères marins du Saint-Laurent, dont le béluga.

Le projet de gazoduc de l'entreprise Gazoduc : le gazoduc qui alimentera l'usine de GNL Québec n'est pas évalué en même temps que l'usine. Le gouvernement Legault et le gouvernement Trudeau ont annoncé le vendredi 15 mai qu'une seule évaluation environnementale commune sera menée pour ce projet. La décision d'autorisation la construction appartient uniquement au gouvernement fédéral, puisqu'il s'agit d'un gazoduc interprovincial.